

# Synthèse des stratégies existantes pour construire un autre monde

Les différentes stratégies à notre disposition sont classées dans des catégories séparées (mais aux limites parfois perméables) selon leur positionnement vis à vis du pouvoir étatique central.

En effet, le domaine politique régit les autres sphères de la société à travers les lois qui en émanent. C'est à l'échelle de l'État que se décident les compétences des collectivités territoriales et les lois qui régissent notamment l'économie. Ce sont également les États qui décident de ratifier ou de se retirer de traités internationaux.

Certaines stratégies ne sont pas limitées aux frontières étatiques, tandis que d'autres imaginent un État repris en main par sa population et utilisant sa force diplomatique, économique et culturelle pour influencer sur le cours du monde.

Ce document est un outil à destination des personnes souhaitant construire un autre monde et voulant y voir plus clair dans les stratégies existantes. Ce panorama se veut le plus neutre possible. C'est au lecteur de déterminer les limites, les obstacles, les risques, les antécédents (succès et échecs) et l'efficacité de chaque stratégie et ainsi de choisir les stratégies dans lesquelles il souhaite s'investir. Chacun pourra adapter ses choix en fonction du contexte et de son évolution, des échecs ou des réussites, etc. Ces stratégies peuvent être complémentaires et effectuées simultanément.

## I- Négocié avec le pouvoir politique central

### Instaurer un rapport de force pour exiger une ou plusieurs réformes

Démarche : reconnaître la légitimité du gouvernement ou considérer que les autres stratégies ne sont pas faisables ou souhaitables ou simplement par choix tactique.

A/ Chaque lutte (sociale, associative, ZAD...) défend séparément des **revendications législatives** sectorielles (étudiants, cheminots...) ou thématiques (santé, environnement, droits fondamentaux...).

B/ Naissance d'un **mouvement social multi-sectoriel** (Nuit Debout, Gilets Jaunes,...) ou **convergence de différentes luttes** (social, écologie, démocratie...) avec des revendications multiples.

C/ Faire front commun derrière **une seule revendication pour davantage de démocratie** (qui permettrait à terme d'atteindre tous les autres objectifs) :

1) **Mesure législative** (vote blanc, parrainages citoyens, casier judiciaire vierge, règles du financement de campagne électorale...)

2) **Mesure constitutionnelle** :

a) unique (jugement majoritaire, un seul mandat, révocation...)

b) permanente :

i/ non constituante (RIC législatif, abrogatif, révocatoire...)

ii/ **constituante** (RIC constituant)

3) **Processus constituant** (via une Assemblée constituante de citoyens tirés au sort ou un processus constituant en démocratie directe) : c'est-à-dire **réécrire une nouvelle Constitution** puis la valider par référendum.

## II- Prendre le pouvoir politique central

Démarche : prendre le contrôle des institutions pour mener une politique différente ou pour réorganiser voire faire disparaître ce système.

### A/ **Se présenter aux élections présidentielles et législatives :**

- 1) avec un **parti politique classique** ayant une ligne idéologique déterminée et un projet de société précis,
- 2) avec un **programme transpartisan** (c'est-à-dire avec un positionnement idéologique assumé) via une coalition de partis ou une initiative citoyenne,
- 3) avec un **programme législatif apartisan** (c'est-à-dire au delà des clivages idéologiques) écrit par les citoyens, en mettant les désaccords de côté pour écrire un programme consensuel sur les points qui rassemblent,
- 4) avec un **programme constitutionnel** (uniquement composé d'une nouvelle Constitution),
- 5) avec un **programme constituant** (uniquement composé d'un processus constituant).

B/ **Provoquer le départ du Président de la République et prendre le pouvoir par les élections** prévues par la Constitution (nouvelle élection présidentielle sous 20 à 70 jours à partir de la vacance du pouvoir).

Précisons qu'il y a plusieurs manières légales de pousser le Président de la République vers la sortie : démission, destitution et certainement annulation de l'élection présidentielle.

- 1) Ne rien avoir prévu pour les élections : il y aura donc **récupération politique** (par un parti voire une alliance de partis).
- 2) Créer - avant ou après le renversement du pouvoir - un **parti politique** (association déclarée qui présente des candidats aux élections et s'inscrit dans la durée) ou un **mouvement citoyen** (collectif temporaire qui s'auto-dissout après avoir atteint son objectif) **transpartisan** ou **apartisan**, qui présentera un candidat à l'élection présidentielle derrière un **programme législatif** ou **constitutionnel** ou **constituant**.

C/ **S'emparer du pouvoir par l'insurrection ou la révolution** (en se basant sur la légitimité au lieu de la légalité) ou par un coup d'État ou par la guerre civile :

#### 1) **De manière temporaire** (via un gouvernement provisoire) :

- a) Gérer les affaires courantes en attendant de **nouvelles élections dès que possible** (donc ne pas laisser l'intérim au Président du Sénat et ne pas nécessairement respecter la durée limite constitutionnelle pour organiser de nouvelles élections)
- b) Mettre en place un **programme législatif et/ou constitutionnel** (écrit en amont ou une fois au pouvoir) puis quitter le pouvoir.
- c) Ne mettre en place qu'un **processus constituant** (écrire une nouvelle constitution et la valider par référendum constitutionnel) puis quitter le pouvoir.

#### 2) **De manière permanente** via la mise en place d'un nouveau régime ou idéologie politique.

### III- Faire disparaître l'actuel système politico-économique

Démarche : refuser la négociation et la prise du pouvoir comme uniques stratégies ou comme stratégies faisables ou souhaitables.

A/ **Affaiblissement économique** (mais aussi politique, budgétaire et paradigmatique): **non coopération, blocage, occupation, autonomie et désaffiliation**

Par un changement de modes de vie, de production et de consommation ainsi que de paradigme. Par une non coopération avec l'État (boycott des élections, des impôts, de la monnaie officielle...). Par une démarche intérieure. En devenant autonome et résilient. En développant des lieux pour s'organiser, se former, partager et agir. En recréant des solidarités et du lien social.

B/ **Concurrence politique : prééminence d'une organisation politique parallèle**

Par exemple par la constitution d'une **fédération de communes** libres en prenant le pouvoir dans les communes par des assemblées citoyennes locales voire par des listes citoyennes se présentant aux élections municipales. Cette fédération de communes ayant vocation à devenir indépendante en mettant fin de fait à l'actuel pouvoir politique central.

C/ **Destruction physique : sabotage** des principales structures politiques et économiques.

### IV- Devenir indépendant

Démarche : ne plus participer du tout au système que l'on dénonce, ne plus en dépendre et se donner les moyens de ne plus subir son pouvoir coercitif et de s'auto-organiser. Une multiplication de territoires devenant indépendants amènerait à la disparition du système dominant.

A/ **Indépendantisme** par les élections ou par la guérilla, dans une logique de rapport de force avec le pouvoir central, jusqu'à ce que celui-ci concède l'indépendance au territoire en lutte.

B/ **Faire sécession sur un territoire**, c'est-à-dire le prendre entièrement et le défendre par la force pour expérimenter d'autres formes d'organisation collective.

Il ne faut pas oublier que le pouvoir a horreur du vide : certains profiteront de l'absence d'institutions (ou d'autogestion et d'autodéfense locales) pour instaurer leur propre pouvoir.

L'**autosuffisance** est le fait de satisfaire par soi même à ses besoins vitaux. Une **autonomie** économique implique une **indépendance monétaire**, cette dernière n'étant réalisée que par la mise en place d'une monnaie non indexée sur la monnaie officielle ou d'un système sans monnaie. L'**indépendance politique** consiste à avoir le monopole de l'écriture et de l'application des lois sur un territoire. Elle nécessite d'avoir une capacité d'**autodéfense**.

Devenir autosuffisant (individuellement ou en collectifs) ou autonome (sur tout un territoire donné ou sous forme d'*archipel* via un réseau numérique) n'est pas une stratégie suffisante en soi pour être souverain car il n'y a pas d'indépendance politique. Par contre elle constitue une étape majeure dans la stratégie de destruction du système (par le boycott de la production et de la consommation capitaliste et de la monnaie officielle) ou dans la stratégie d'indépendance. La démarche consiste à participer et dépendre le moins possible au système que l'on dénonce.

Espérer faire disparaître le système dominant par sa mise en concurrence avec un système politique parallèle et/ou par son affaiblissement économique semble impliquer une autonomie économique pour subvenir à ses besoins et une capacité d'autodéfense pour résister aux attaques de l'État.

« **Éveiller les consciences** » (sur un constat, sur ses causes et sur des objectifs à atteindre) n'est pas une stratégie en soi mais une tactique qui peut participer à de multiples stratégies. Persuader implique d'amener à l'action, pour avoir un impact sur le réel.

La stratégie dite du « **rapport de force** » avec le gouvernement n'est ni plus ni moins qu'une stratégie de négociation avec le pouvoir.

Une absence de stratégie exprimée équivaut souvent de fait à une stratégie de négociation avec le pouvoir.

**Attendre l'effondrement** du système capitaliste voire de la civilisation n'est pas une stratégie mais une démarche consistant à **se préparer à l'après** (sensibiliser sur le constat, les causes et le besoin de changer de paradigme, tendre vers l'autosuffisance et l'autogestion locale...).

**planification** : constat > causes > objectifs > type de stratégie > stratégie > tactique > mode d'action > cibles > actions

**organisation** : structuration, fonctionnement, logistique, communication interne et externe,...

La « **convergence des luttes** » n'est pas une fusion mais une alliance temporaire vers un objectif commun au travers d'une ou plusieurs stratégies complémentaires et d'un éventuel accord sur une cohabitation de différents modes d'action. Un objectif commun intermédiaire, ambitieux et tactique consiste à viser la souveraineté politique comme outil de transition pour atteindre démocratiquement les objectifs respectifs de chacun.

Il faut bien choisir ses **cibles**. Est-il pertinent par exemple d'utiliser ses forces pour bloquer brièvement un site d'une multinationale si un des objectifs intermédiaires majeurs est d'obtenir des parlementaires l'inscription du RIC dans la constitution ?

Il est permis de remettre en question l'analyse de la prédominance de l'économie sur le politique.

Les **organisations** (ou mouvements) ayant une structuration horizontale semblent assez difficile à bouger vers une nouvelle direction (les idées nouvelles sont trop souvent noyées dans la masse) mais cela semble tout simplement impossible pour les organisations verticales (dirigées généralement par des arrivistes, des personnes inconséquentes, corrompues/corruptibles ou des infiltrés).

Le mieux est probablement d'initier un mouvement horizontal mais avec une stratégie claire dès le début ou alors d'accepter une scission du fait d'un désaccord stratégique (si la complémentarité ou la cohabitation des stratégies ne fait pas consensus ou si la légitimité du processus de décision est contestée) pour que chaque stratégie puisse avoir une chance d'exister et d'aboutir.

Concernant la tactique et l'organisation, lire le livre « *Full Spectrum Resistance* » d'Aric McBay.

## **Les modes d'action**

Il est important de **ne pas confondre le type de stratégie** (négociation, prise du pouvoir, destruction, se rendre indépendants du pouvoir central) **avec les modes d'action** (légaux, désobéissance civile, violence). Les meilleurs résultats seront obtenus si l'on choisit les **modes d'actions en fonction d'une stratégie** préalablement déterminée. Il est bien sûr possible de combiner plusieurs modes d'action.

A l'exception de la partie « action violente » et de plusieurs ajouts, cette liste est largement issue du travail de Gene Sharp « *Les 198 méthodes de l'action non violente* ».

### **Protestation et persuasion non violente**

Discours, lettres, tribunes, pétitions, tracts, affiches, banderoles, drapeaux, tags, slogans, livres, journaux, radio, télévision, chant, musique, théâtre, cinéma, photographie, caricature, dessin, littérature, renoncement aux honneurs, groupes de pression, rassemblements, réunions, marches, manifestations, etc.

### **Non coopération**

Boycott de personnes, boycott d'activités sociales et sportives, retrait des institutions d'éducation gouvernementales, retrait des dépôts bancaires, boycott de produits, boycott massif de la consommation, boycott de la monnaie officielle, opération « ville morte », refus de payer ses impôts, vote blanc ou boycott des élections, boycott des organisations soutenues par le gouvernement, grève générale, refus de dispersion d'un rassemblement ou d'un meeting, etc.

### **Intervention non violente**

Surcharge de systèmes administratifs ou de services, achat préventif de produits stratégiques, dumping (vente massive à bas prix), soutien sélectif de produits ou de marques, sit-in, grève de la faim, interventions orales en public, interposition non violente, obstruction non violente, blocage, occupation d'un lieu interdit, désobéissance civile à des lois anodines, établissement de nouveaux modèles sociaux, marchés alternatifs, être autosuffisant, institutions économiques alternatives, appropriation de la création monétaire, appropriation des moyens de production, institutions politiques alternatives, etc.

### **Action violente**

Dégradation / destruction de biens matériels : attaques de banques, de bâtiments gouvernementaux, de sociétés multinationales, de caméras de vidéo-surveillance, de publicités, fauchage de champs de maïs transgénique, etc.

Sabotage : destruction de voies de communication, de lignes à haute tension, de machines de production, etc.

Opposition physique à une expulsion, protection ou libération de manifestants arrêtés par la police, protection des militants pratiquant la désobéissance civile, etc.